

Bolsonaro a abusé de son pouvoir



Par Roberto Morejón

La disqualification politique de Jair Bolsonaro, qui dure depuis huit ans, entrave les ambitions de l'ancien président brésilien d'extrême droite, qui a dirigé son pays au milieu de débordements, d'excès et d'un conservatisme rampant.

L'homme politique extrémiste a dû se conformer à la décision du Tribunal supérieur électoral pour avoir mis en doute la fiabilité des urnes électroniques et exposé un profil capricieux et antidémocratique de son pays aux ambassadeurs étrangers en 2022.

Bolsonaro, qui se dit innocent et fera appel de la décision, ne pourra pas participer aux élections présidentielles de 2026 et aux élections municipales de 2024 et 2028, comme il le souhaitait.

À 68 ans, la décision judiciaire le retire de l'arène électorale et le rend responsable de graves accusations, notamment d'abus de pouvoir et de désinformation.

Les magistrats lui imputent également le recours à des propos violents, le mensonge et l'incitation à ce qu'ils décrivent comme un état de paranoïa collective à l'égard du système électoral.

Néanmoins, ses ambitions sont fortes et nul ne doute que l'ex-premier ministre pendant huit ans, désormais disqualifié, cherchera des remplaçants pour s'attaquer à sa philosophie ultraconservatrice et à ses manipulations religieuses.

Ses détracteurs ne sont pas peu nombreux à prédire que Bolsonaro tentera de dresser un dauphin parmi ses enfants, l'ex-première dame évangélique, Michelle, et l'actuel gouverneur de Sao Paulo, Tarcisio de Freitas, un militaire qui a fait carrière dans l'administration publique.

Bolsonaro tentera de conforter son élu sans abandonner sa stratégie de défense, lui qui fait l'objet d'une enquête pour d'autres transgressions présumées.

Après sa défaite au second tour de l'élection présidentielle d'octobre 2022 face à l'actuel chef de l'État Luiz Inacio Lula Da Silva, les partisans de M. Bolsonaro ont bloqué des routes et campé devant des casernes pour réclamer une intervention de l'armée.

Beaucoup associent Bolsonaro lui-même à l'invasion par ses partisans des bâtiments de la présidence, du Congrès et de la Cour suprême à Brasilia le 8 janvier, après la prise de fonction de Lula.

L'ex-président rétrograde fait également l'objet d'une douzaine de procédures administratives devant le tribunal électoral et de cinq enquêtes devant la Cour suprême.

Ces menaces de poursuites sont loin de le dissuader de s'entêter dans sa croisade contre l'actuel gouvernement progressiste et de tenter de justifier sa gestion exécrationnelle de la pandémie de coronavirus, qui a tué plus de 700 000 Brésiliens.

Avec Bolsonaro hors jeu pour huit ans, il serait erroné de le considérer comme liquidé.



Radio Habana Cuba